



**OPPORTUNITÉS À L'ASSISTANCE  
TECHNIQUE À TRAVERS LES CENTRES  
RÉGIONAUX DES CONVENTIONS DE BÂLE  
ET STOCKHOLM**

**ATELIER SUR LES *SYNERGIES* DES  
CONVENTIONS POUR L'AFRIQUE  
FRANCOPHONE**

***CRCB/CRCS***

Dakar, 5-8 Juillet 2011

# MANDATS

- **Annexe II de la Décision OEWG-VI/2 de la CB** sur l'établissement et le fonctionnement des centres régionaux de formation et de transfert de technologies.

Le rôle des centres régionaux est d'assister les pays en développement et à économie de transition dans leurs propres régions, à travers le renforcement des capacités pour une GER pour l'atteinte des objectifs de la Convention.

Les principales fonctions sont:



- Formation
- Transfert de technologie

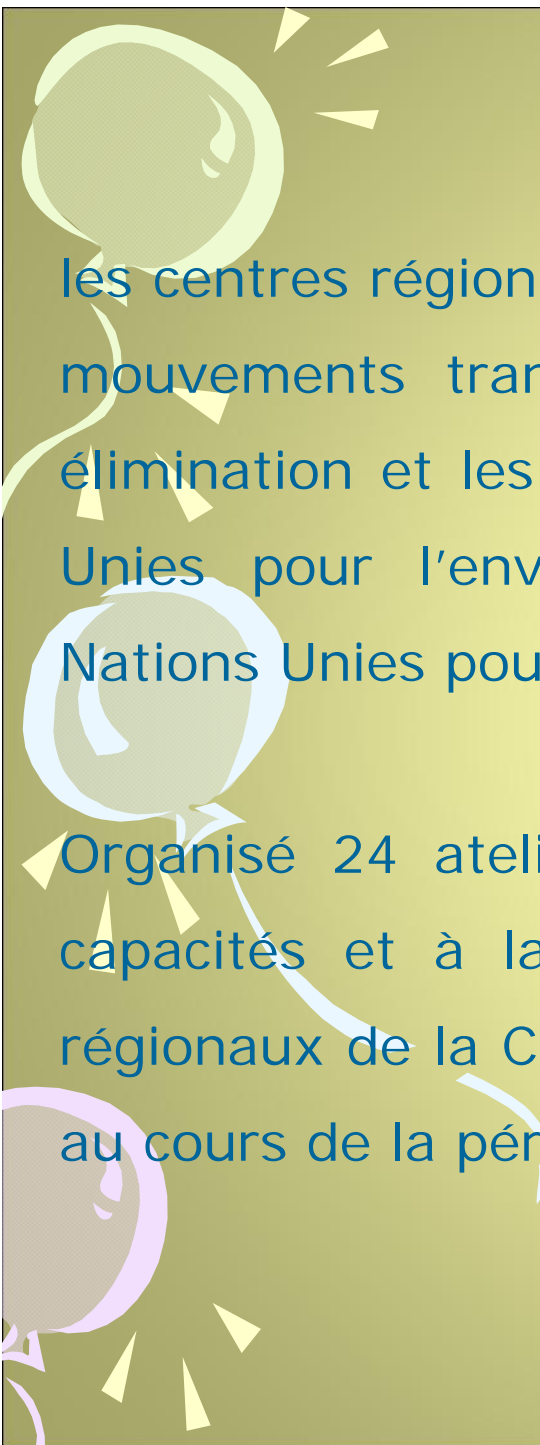


- information

- consultation

- sensibilisation/information

- **Annexe à la décision SC-1/15 de la CS/** Le secrétariat de la Convention de Stockholm a périodiquement pris des mesures pour améliorer la sensibilisation aux directives sur l'assistance technique et le transfert de technologies écologiquement rationnelles reproduites
  - à étendre et consolider les partenariats existants avec les centres régionaux existants ou désignés de la Convention de Stockholm pour le renforcement des capacités et le transfert de technologies,
- 
- 

A decorative graphic on the left side of the slide features a yellow sun with rays at the top, a blue balloon in the middle, and a purple balloon at the bottom. All three balloons have white strings and are surrounded by small yellow triangles. The background of the slide is a light green gradient.

les centres régionaux de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination et les bureaux régionaux du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Organisé 24 ateliers régionaux consacrés au renforcement des capacités et à la formation, en collaboration avec les centres régionaux de la Convention de Stockholm et d'autres partenaires, au cours de la période comprise entre juin 2009 et février 2011.

# MISSION

- Au-delà de la promotion des dispositions de la Convention de Bâle, la mission du Centre est d'évaluer les situations nationales concernant la gestion des déchets dangereux et des produits chimiques relatifs aux Conventions de Bâle et de Rotterdam afin de favoriser les mécanismes de transfert de connaissances en matière de technologies et de circulation de l'information sur les déchets dangereux, les autres déchets et les produits chimiques pour leur gestion écologiquement rationnelle.
- Les missions principales du Centre sont :
- Le transfert de technologies pour la mise en place d'unités de traitement des déchets dangereux prioritaires en Afrique, par exemple les huiles usées et les huiles contaminées aux PCB, déchets biomédicaux, etc. ;



# MISSION(SUITE)

- La prise en charge et l'encadrement du secteur informel évoluant dans le système des déchets dangereux ;
- Une meilleure synergie avec les Conventions de Rotterdam et Stockholm et les autres Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME) ;
- L'appui aux pays aux fins d'élaboration d'une législation pour la mise en œuvre des dispositions de la Convention de Bâle et des autres conventions pertinentes.

# OBJECTIFS

- le renforcement des capacités techniques, légales, économiques et de gestion des différents acteurs dans le domaine des déchets dangereux et des produits chimiques dans les pays servis par le centre ;
- la promotion de la coopération en matière de prévention et de suivi du trafic illicite des déchets ;
- le développement de la coopération entre la Convention de Bâle et celles de Bamako, Stockholm et Rotterdam ;
- la contribution à l'établissement de normes environnementales dans la sous - région francophone ;
- l'accompagnement des pays à la mise en place de programmes nationaux de gestion des déchets dangereux et des produits chimiques ;





# OBJECTIFS (SUITE)

- la formation des cadres, des responsables d'entreprises et des services de santé, des douaniers et autres compétences locales ;
- l'implication des ONG et des autres segments de la société civile dans la gestion des déchets dangereux et des produits chimiques;
- la sensibilisation des collectivités locales et des autres décideurs sur la gestion des déchets dangereux et des produits chimiques ;
- le conseil en matière de préparation des directives techniques et de gestion/élimination des déchets dangereux et des produits chimiques.





# COMPÉTENCES

- La **formation** des ressortissants des pays polarisés par le Centre dans le domaine de la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et des produits chimiques,
- Le **développement, la mise en œuvre de projets** dans le domaine de la gestion des déchets dangereux et des produits chimiques,
- Le **développement et le transfert de technologies** pour la gestion des déchets dangereux,
- La **sensibilisation des acteurs** concernés sur toutes les questions relatives à la gestion des déchets dangereux et des produits chimiques,
- Le **conseil et la fourniture de prestations de services** dans les domaines de la gestion des produits chimiques et des déchets dangereux,

# LE PLAN D'AFFAIRES (PA) DU CENTRE

- Il contient un ensemble d'activités de formation et de projets prioritaires reflétant les préoccupations des pays de l'Afrique francophone. Ces priorités ont été identifiées lors d'une consultation régionale menée avec les points focaux de la Convention de Bâle.

# ÉVALUATION RÉGIONALE DES BESOINS

- L'évaluation des besoins de la région en matière de gestion des produits chimiques déchets dangereux résulte d'un effort de synthèse réalisé par le Centre à partir du rapport des consultants ayant réalisé l'étude relative au plan de travail pour la période 2001-2003 et des préoccupations exprimées par les points focaux au cours des dernières réunions et rencontres organisées par le Secrétariat de la Convention de Bâle et par le Centre de Dakar. On peut citer les réunions suivantes :

# ÉVALUATION RÉGIONALE DES BESOINS (SUITE)

L'atelier international pour l'établissement d'un centre sous-régional de formation et de transfert de technologie pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux dans les pays francophones d'Afrique (Dakar du 15 au 18 juillet 1997) ;

- L'atelier régional de l'île Maurice sur la gestion des déchets dangereux (établissements des priorités) ;
- La Conférence continentale sur la gestion des stocks de déchets dangereux (Rabat : Janvier 2001).

# PROBLÈMES COMMUNS

- Ressources humaines impliquées dans la gestion de déchets limitées ;
- Faiblesse des capacités (formation, moyens de travail) ;
- Faiblesse des ressources financières ;
- Absence de visibilité institutionnelle (Chevauchements de mandats, conflits, difficulté de coordination) ;
- Législation et réglementation disparates, incomplètes, parfois inapplicables ;
- Faiblesse des capacités d'analyse (très peu de laboratoires) ;

# PROBLÈMES COMMUNS(SUITE)

- Faiblesse des moyens de communication ;
- Faible prise de conscience des populations ;
- Inexistence d'unités de traitement;
- Développement accru d'un secteur informel difficilement maîtrisable ;
- Faible implication du secteur privé et des autres composantes de la société civile ;
- Absence de gestion spécifique des déchets dangereux (Difficultés à séparer les déchets dangereux des autres déchets) ;
- Etc.



# BESOINS EXPRIMÉS

- Renforcement des capacités des points focaux en formation ;
- Développement, harmonisation et adaptation du cadre réglementaire au contexte international ;
- Recrutement de personnel qualifié ;
- Assistance technique ;
- Assistance financière
- Renforcement des moyens de communication
- Renforcement et développement de capacités analytiques (laboratoires, etc.) ;



# BESOINS EXPRIMÉS (SUITE)


- Promotion du principe du cycle de vie des produits;
- Elaboration de projets et Maîtrise des canaux de financement :
- Développement de synergies entre les conventions relatives à la gestion des produits chimiques et des déchets ;
- Développement de partenariats (Etat - Secteur Privé, Etat - Secteur de la recherche, Etat- Associations de défense de l'environnement, etc.) ;
- Développement de projets dans le secteur informel.

# AU PLAN SOUS RÉGIONAL

- Impliquer les organisations d'intégration socio-économique (UEMOA, SADC, BOAD, BAD, etc.) dans les programmes de gestion des déchets;
- Harmoniser les cadres législatifs et réglementaires ;
- Création de base de données et de réseaux de communication et par Internet
- Appuyer les initiatives du SINEPAD
- Coopération entre les états ;
- Coopération avec les autres Centres de la Région (Ibadan, Pretoria, Caire)
- Développement de projets sous-régionaux et régionaux.



# FORMATIONS ET ATELIERS

- ❖ L'atelier régional de formation sur les techniques d'inventaire de déchets dangereux (1999)
- ❖ L'atelier régional d'information des points focaux de la CB, des acteurs de la presse et des parlementaires sur la mise en œuvre de la CB (février 2002)
- ❖ Atelier pour la Consultation sous régionale sur la mise en œuvre de la Convention de Rotterdam dans les pays du CILSS, Dakar, 02-06 mai 2011

- 
- Atelier régional de renforcement des capacités sur les nouveaux POPs, le processus de révision et de mise à jour du plan national de mise en œuvre (PNM) et les exigences de reporting dans le cadre de la convention de Stockholm pour les pays d'Afrique francophone, Dakar, Sénégal, 1-4 novembre 2010
  - Atelier régional de renforcement des capacités sur les meilleures techniques disponibles (MTD) et meilleures pratiques environnementales (MPE) afin d'assister les parties à mettre en œuvre la Convention, Dakar, Sénégal, 23—25 mars 2009



# PROJETS EXÉCUTÉS

- ❖ Le projet PCB en Côte d'Ivoire, 2000-2001
  - ❖ Le projet Amiante au Bénin,
  - ❖ L'inventaire des déchets dangereux aux Comores, en Guinée et au Niger,
  - ❖ L'inventaire des huiles au Burkina et au Sénégal (2005-2006),
  - ❖ L'inventaire des dioxines et furanes au Sénégal (2005).
- 
- 


# AUTRES

- Projet SAICM Probo koala et répliation
- Projet SAICM Djibouti
  - E-waste africa
  - PACE
  - Plomb/TSM

# RESSOURCES FINANCIÈRES

- Les activités réalisées entre 2004-2006 ont été financées dans le cadre du Plan d'Action Stratégique de la Convention de Bâle (Fonds d'affectation spéciale de la Convention de Bâle) ainsi que par le Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique de la Convention de Bâle avec la contribution en nature du pays hôte.
- Les activités réalisées entre 2007-2008 ont été financées dans le cadre du projet régional PCB (2007-2008), de la 3<sup>ème</sup> Conférence des Parties de la Convention de Stockholm (COP3-avril-mai 2007), du Forum International sur la Sécurité Chimique



- 
- (FISC-septembre 2008). Ces activités ont été financées par le GEF, la JICA, l'Etat du Sénégal avec la contribution en nature du pays hôte (le Sénégal) et du Centre.
  - Dans le cadre des activités du présent plan d'affaires, le Centre invite la participation d'autres institutions de financement comme les organismes d'appui au développement et de coopération bilatérale (AFD, FFEM, JICA, USAID, ...) et des multilatérale (OCDE, ONUDI, BIT...).
  - Le Centre travaille en collaboration étroite avec les services compétents qu'ils soient de l'Etat, de la société civile, des privés ou d'organisations régionales ou internationales.

# RESSOURCES ADMINISTRATIVES

- Le Centre a les compétences nécessaires pour rédiger des protocoles d'accord suivant les procédures requises par les organismes de coopération.
- Des protocoles d'accord entre le Centre et différents partenaires (autorité compétente des pays bénéficiaires /Ministère de l'Environnement, Privés, Secrétariats des Convention, etc.) ont été élaborés et signés par le Directeur. D'autres protocoles d'accord sont en cours de finalisation.
- Toutefois, en perspective de nombreux programmes et projets que le Centre doit exécuter dans un proche avenir, le fonctionnement du Centre doit être renforcé en matière de gestion administrative et financière ; de l'information et de la communication.

The slide features a decorative border on the left side consisting of three balloons in yellow, light blue, and purple, each with a white string and several yellow triangular streamers. The background is a light green gradient.

# Pour plus amples Infos

- <http://www.crcb-afr.org>

The background is a solid light green color. On the left side, there are three balloons: a yellow one at the top, a white one in the middle, and a purple one at the bottom. Each balloon has a white outline and a small white highlight. From each balloon, a white streamer extends downwards and to the right. Small yellow triangles are scattered around the streamers, suggesting movement or confetti.

**MERCI DE VOTRE ATTENTION**